



Déclaration liminaire CTL du 7 novembre 2017

Monsieur le Président,

La journée d'action et de grève du 10 octobre a rencontré un grand succès dans l'ensemble de la Fonction Publique. Cette journée vient s'ajouter à des manifestations contre la loi travail avec une volonté des salariés de toutes les professions d'exiger un droit au travail synonyme de progrès social et non de recul social. Que ce soit dans la fonction publique, dans le privé, dans les établissements publics les logiques sont les mêmes celles de satisfaire les exigences du patronat au profit des actionnaires et surtout au détriment des salariés, retraités, chômeurs...

Le gouvernement doit entendre les citoyens qui très majoritairement, condamnent et rejettent la réforme du droit du travail et les mesures gouvernementales régressives pour les jeunes, les salariés du privé comme du public, les retraités et les privés d'emplois.

Avec 33 % de grévistes à la DGFIP le 10 octobre dernier, les agents ont voulu vous réaffirmer leur colère contre la diminution des moyens, les suppressions d'emplois, les promotions en chute libre, le devenir des missions, le sens du travail, les réformes et restructurations qui n'en finissent pas.

La poursuite et l'amplification de ces politiques de réduction des dépenses publiques ont, nous le savons, de terribles conséquences sur l'avenir de notre administration. D'autant qu'avec cap 2022 sur l'action publique, le ministre Darmanin demande aux directeurs des administrations de « faire preuve d'innovation et d'audace » et de se lâcher... on peut alors s'inquiéter légitimement dans le cadre imposé de voir des pans de missions disparaître du paysage de la DGFIP.

Avec les nouvelles suppressions d'emplois environ 1600, les nouvelles coupes budgétaires, le gouvernement en rajoute en décalant, c'est ce qu'il dit, d'un an PPCR. D'ailleurs, ce doit être son truc, tout décaler d'un an... le PAS, la TH...Bon, en tout cas les conséquences pour les agents seront une fois de plus compliquées avec une plus forte pression encore au travail. Et comme si cela ne suffisait pas, les perspectives de carrière se réduisent comme peau de chagrin, le système de mutation est remis en cause. Alors que les agents sont impliqués au quotidien auprès des usagers, des ordonnateurs, la réponse qui leur est apportée après avoir été à plus de 30 % nationalement à exprimer leurs attentes, est inacceptable. Est-ce à dire que le gouvernement, la direction générale ou encore les directions locales n'ont comme seule réponse que le mépris à afficher aux personnes, circulez il n'y a rien à voir... et même attendez vous au pire, il va venir...

Et on le voit déjà, les buts sont clairs : en finir avec l'accueil physique, accélérer les fusions suppressions de services, de postes, de sites, déployer des plate formes de contact, créer des pôles départementaux... à quand la fin de l'accueil comme dans les préfectures ?

Les restructurations s'enchaînent à un rythme intenable, nous le voyons aussi en Indre et Loire, et le manque d'effectifs s'accroît. Les risques psycho sociaux n'ont jamais été aussi élevés au sein de notre administration. L'industrialisation, la démultiplication des tâches de travail et l'éloignement de l'usager, sont la négation même des principes de service public : course aux statistiques, perte de proximité pour les missions de contrôle fiscal, fragilisation de la séparation entre ordonnateur et comptable avec la généralisation des services facturiers, suppression du numéraire, accueil uniquement sur rendez-vous, bientôt déclaration uniquement par internet et dématérialisation du paiement de tous les impôts...

Vous comprendrez que face à cet enchaînement de réformes, la CGT finances publiques 37 continuera de se battre pour un service de qualité, de proximité et de pleine compétence capable de prendre en compte tous les besoins. Avec 40 % d'agents en grève le 10 octobre, elle est bien loin d'être seule et continuera à porter les revendications des personnels.